

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour**

\*\*\*\*\*

**Séance du 29 juin 2017**

Aujourd'hui, le vingt-neuf juin deux mille dix-sept à 10 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle n°3 à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

**Etaient Présents :**

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES  
Messieurs Paul CARRERE et Bernard POUBLAN

**Etaient excusés :**

Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

---

**OBJET : Marché / Travaux de confortement d'urgence de la digue de Tarsac****Exposé des motifs :**

Dans le cadre de la déclaration d'intérêt général (DIG) liée à la « gestion de l'espace de mobilité admissible du fleuve Adour entre les communes d'Aurensan et de Barcelonne du Gers » (rubrique 3.5), l'Institution Adour doit réaliser des travaux de confortement d'urgence sur la digue protégeant le bourg de Tarsac. Il s'agira, par un épaulement et des travaux de terrassement, de conforter un tronçon de la digue qui est fragilisé par des terriers d'animaux fouisseurs. Cette action est inscrite au programme d'actions 2017 de l'Institution Adour et les crédits nécessaires sont ouverts au budget.

Une consultation a été lancée à cet effet le 29 mai, avec remise des offres prévue le 6 juin. L'analyse des offres n'avait pas été réalisée avant la réunion du bureau du 9 juin 2017, aussi ce point a-t-il été de nouveau inscrit à l'instance de ce jour.

L'étude des deux offres qui nous sont parvenues conduit à déclarer la proposition de l'entreprise SNAA ACCHINI comme étant la mieux disante.

Le montant de l'offre retenue est de 12 475 € HT soit 14 970 € TTC.

**LE BUREAU**

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

**D E C I D E****Article 1**

De retenir l'offre de l'entreprise SNAA ACCHINI pour un montant de 12 475 € HT et d'autoriser le Président à signer le marché et toutes pièces afférentes.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*



## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 29 juin 2017 à Tarbes,

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
15 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE